

# ECAS 2013

5<sup>th</sup> European Conference on African Studies (Lisbon)

June  
27-29



African Dynamics in a Multipolar World

ISCTE - Lisbon University Institute

## **ECAS 2013**

5<sup>th</sup> European Conference on African Studies

*African Dynamics in a Multipolar World*

©2014 Centro de Estudos Internacionais do Instituto Universitário de Lisboa (ISCTE-IUL)

ISBN: 978-989-732-364-5

**LES RAPPORTS VILLE/CAMPAGNE SUR LE TEMPS LONG :**

**L'AFRIQUE TROPICALE ENTRE LE RURAL ET L'URBAIN ?**

**Uwizeyimana Laurien**

Laboratoire Dynamiques Rurales  
Université de Toulouse II le Mirail  
5 allées Antonio Machado  
30058 Toulouse

[uwizeyim@univ-tlse2.fr](mailto:uwizeyim@univ-tlse2.fr)

**Gillian Ngefor Sanguv**

Laboratoire Dynamiques Rurales  
Université de Toulouse II le Mirail  
5 allées Antonio Machado  
30058 Toulouse

[ngeforsanguv@yahoo.com](mailto:ngeforsanguv@yahoo.com)

**Abstract**

*Dans les rapports entre la ville et la campagne en Afrique tropicale, la période rentière (1950-1999) a permis le développement des villes aux dépens des campagnes par des prélèvements de toutes sortes, la contrepartie reçue par celles-ci restant infime. Avec la mondialisation des échanges, les espaces se recomposent et la ville, auparavant tournée vers l'extérieur, a été obligée de s'adresser à son arrière-pays rural pour son approvisionnement vivrier. De la sorte, la dichotomie ville/campagne s'estompe et l'Afrique noire expérimente actuellement un nouveau modèle de vie qui n'est ni rural ni urbain.*

**Keywords:** rapports ville/campagne, biais urbain, mondialisation, vivrier marchand, land grabbing

## Contexte et problématique

Les opinions divergent sur le rôle du phénomène urbain vis-à-vis de l'espace qui l'entoure en Afrique tropicale: la ville organise-t-elle les campagnes ou est-elle plutôt prédatrice? En d'autres termes, les relations entre la ville et la campagne profitent-elles également à la ville et à la campagne ou au contraire ne profitent-elles uniquement qu'à la ville? Y aurait-il corrélation entre urbanisation et crise de l'agriculture comme beaucoup de gens l'affirment? Ces débats ne sont pas spécifiques à l'Afrique noire puisqu'elles ont eu lieu à propos de l'Amérique latine et même de l'Europe au début de l'industrialisation.

En effet, la ville établit avec son arrière-pays des relations que beaucoup de chercheurs estiment défavorables à la campagne. Certains affirment que l'exode rural prive les campagnes de leurs éléments les plus dynamiques et les plus ouverts aux innovations avec des effets négatifs sur la structure démographique notamment (déficits en hommes adultes). Mais il faut noter aussi que dans les régions très peuplées les départs contribuent à diminuer la pression sur la terre. D'autre part, il ne faut pas oublier que les transferts financiers des citadins contribuent à monétariser les campagnes

Cependant, les villes ont été souvent qualifiées de parasites à l'exemple de l'Amérique latine où une bourgeoisie urbaine possédant les latifundia vivait en parasite de la rente foncière. Certains estiment alors que les villes africaines drainent les richesses de la campagne sans contrepartie: l'approvisionnement des villes est l'élément fondamental des rapports ville-campagne, les produits de la campagne (produits agricoles, combustibles traditionnels) étant cédés à vil prix, d'où creusement du fossé entre la ville et la « brousse » (Pourtier, 1992).

Actuellement, l'analyse est plus nuancée et certains n'hésitent pas à affirmer que, loin d'être une plaie, l'urbanisation est une condition nécessaire au développement dans tous les

domaines, même celui de la croissance dans la productivité de l'agriculture. Cependant, depuis la fin de l'économie coloniale et le triomphe du marché, la demande urbaine connaît une explosion sans précédent, car l'ouverture des marchés a rendu plus difficile l'approvisionnement des villes en produits importés comme c'était le cas auparavant. On assiste ainsi à une sorte de basculement quasi généralisé vers la consommation de productions agricoles locales, ce phénomène étant à la base de nouvelles relations entre la ville et la campagne.

Il est possible de mettre en perspective les processus de l'articulation des espaces ruraux et urbains dans le temps long et cela en rapport avec les thèmes et doctrines du développement en les plaçant dans leur contexte historique.

Cette mise en perspective historique permet de comprendre les liens entre les regards théoriques portés sur la ville et la campagne de même que l'impact des stratégies de développement de ces espaces. On se rendra ainsi compte qu'à partir de la crise de la ville et de la campagne apparaissent et se consolident de nouveaux acteurs dont les pratiques d'occupation de l'espace échappent au contrôle des décideurs inspirés par les paradigmes dominants, grâce à l'essor du vivrier marchand.

On peut ainsi reprendre la division de cette séquence historique en trois périodes telle que proposées par Philippe Peemans (2002), avec la première dominée par le paradigme de la modernisation nationale (1950-1965), ensuite par celui de l'internationalisation (1965-1980) qui ont vu la ville dominer outrageusement la campagne. On aura enfin celui de la globalisation (après 1980). Cette dernière période correspond à l'émergence de nouveaux rapports entre la ville et la campagne à travers des échanges marchands de moins en moins inégaux.

## **1. . La période rentière et la ville comme prédatrice de la campagne (1950-1990)**

### **1.1. Les théories de la « modernisation nationale »**

Après le 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, le paradigme dominant de la « modernisation » élaboré dans les années 1950-1960 a été mis au point dans des universités américaines qui dominaient alors ce champ intellectuel. Cette école de la modernisation voyait le développement comme un processus universel passant par une série d'étapes que devaient emprunter toutes les nations et toutes les sociétés, le sous-développement n'étant qu'un retard facile à combler.

A l'époque, on plaçait l'industrialisation au cœur de la modernisation, le sous-développement étant caractérisé par la prédominance du secteur traditionnel : le développement devait alors consister à faire émerger un secteur moderne de cette situation, d'où l'idée d'un dualisme reposant sur la capacité de transférer des travailleurs du secteur agricole vers l'industrie, mais sans pour autant diminuer la production agricole (W.A. Lewis).

Le processus se poursuivrait jusqu'au point de retournement (turning point), signe tangible de la modernisation, la population en situation de chômage déguisé du secteur agricole (traditionnel) ayant été absorbés dans le secteur moderne. Le niveau de salaire est alors égal entre la ville et la campagne. Cependant, le succès de l'expansion du secteur moderne reposait sur la capacité de mobiliser les ressources du secteur traditionnel, c'est-à-dire l'agriculture, pour les transférer vers le secteur industriel, à travers notamment le maintien de bas revenus ruraux. L'Etat devait alors jouer un rôle fondamental dans l'accumulation primitive, étant donné le poids du secteur rural dès le départ.

Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'agriculture de l'Afrique noire a dû s'intégrer dans les circuits de l'économie mondiale: elle devait répondre à une demande offerte par des économies étrangères. Dans ces conditions, l'économie traditionnelle ne pouvait suffire à alimenter le commerce avec

l'extérieur, il fallait la moderniser, la remplacer par une agriculture de rente capable d'approvisionner le marché mondial en un certain nombre de produits alimentaires et en matières premières destinées à l'industrie non alimentaire (textile, cuir, bois, caoutchouc...). Elle devait ainsi fournir à l'économie tout ou partie des devises étrangères indispensables pour l'accès aux marchés internationaux. L'agriculture devait donc occuper une place prépondérante puisque c'est elle qui devait lancer la croissance grâce à l'utilisation des sommes prélevées sur la valeur des produits agricoles exportés.

Les autorités publiques devront de la sorte tirer de l'agriculture les moyens nécessaires au financement des investissements productifs, c'est-à-dire qu'ils vont opérer une ponction sur la valeur de la production agricole. Le produit agricole sera partagé entre l'Etat et les agriculteurs à travers une série de mesures (fiscalité, prix) qui permettent d'effectuer un prélèvement sur la valeur de la récolte. C'est la période des économies de rente pendant laquelle la campagne était dépouillée de l'essentiel de sa production au profit de la ville où était redistribué l'essentiel de la rente.

Dans ces conditions, la politique de modernisation revient à privilégier la ville qui doit absorber les fortes migrations campagne/ville, d'où le rôle prépondérant donné aux infrastructures de transport, aux voiries d'accès à la ville (Peemans, 2002).

## **1.2. Des politiques de développement défavorables à la campagne**

Déjà avec la fin des années 1970, l'Afrique noire est pratiquement dans l'impasse puisqu'avec le milieu de cette décennie, la production des ressources exportables marque le pas. On avait privilégié les formules extensives qui atteignent rapidement le stade des rendements décroissants et on n'arrivait pas à entamer l'intensification.

Les politiques de développement conçues dans le cadre des grands projets ne parviennent pas à faire progresser les productions à un rythme soutenu. Elles sont alors exposées plus que par le passé aux variations des prix, surtout quand l'Etat adopte des systèmes de commercialisation qui lui procurent des bénéfices mais aussi qui lui font assumer des risques. Les bailleurs de fonds renforcent les tendances à l'étatisation de l'économie en favorisant l'organisation des marchés des principaux produits d'exportation, en principe pour garantir un prix juste et stable au paysan.

Cependant, les prix agricoles nécessairement trop faibles, le désir de capter la rente au profit de l'Etat supposé préparer l'avenir en utilisant les revenus de l'agriculture pour construire une industrie considérée comme seul capable d'assurer le décollage économique... bloquent le développement de la production, d'où déséquilibre des filières que le protectionnisme ne parvient pas à sauver.

Ainsi donc la base agricole s'affaiblit alors que l'industrie ne se met pas en place, que le secteur moderne est extraverti. On assiste alors à l'échec des modèles économiques préconisés, l'Afrique se révélant incapable de sortir de l'économie coloniale.

Certaines analyses commencent alors à dénoncer ce qu'ils ont appelé « la distorsion en faveur de la ville » (urban bias) et voient la pauvreté comme un phénomène rural, la ville n'étant plus vue comme un vecteur de modernisation mais plutôt comme un résultat pervers de la modernisation, celle-ci ayant concentré trop de ressources dans les villes au détriment de la campagne, ce qui a fait dire à M.Lipton ces mots évocateurs : « *Halte à la croissance des villes : il faut contrôler la croissance urbaine et redistribuer l'investissement vers les régions rurales* ». (Lipton, 1977)

De nombreux auteurs cherchent à montrer que la lutte contre la pauvreté devait plutôt commencer par corriger le biais urbain en faveur des villes consécutif à une politique privilégiant

l'industrialisation. Comme l'affirmait Chenery, il fallait investir dans « les pauvres des régions rurales » pour les intégrer dans le commerce international (Chenery, 1974)

Ce courant de pensée rejoint les préoccupations sécuritaires de l'Ouest et va servir de légitimation à de nouvelles interventions d'organismes de développement, car l'échec de la modernisation était vu comme une menace pour la stabilité politique et sociale. Pour maintenir l'ordre, il fallait sans doute de la répression mais aussi et surtout aider les couches sociales les plus démunies qu'on retrouve surtout dans les zones rurales.

Ainsi la Banque Mondiale alors dirigée par Robert Mac Namara intègre ces nouvelles orientations avec une importance considérable à la question des besoins fondamentaux et de la lutte contre la pauvreté : investissements dans les infrastructures en régions rurales, même dans le domaine des « *besoins fondamentaux* » (basic needs), comme la santé et l'eau (Peemans, 2002).

Certains experts contestent cependant cette vision centrée exclusivement sur l'articulation des espaces ruraux et urbains dans l'approche de la « *distorsion en faveur de la ville* ». Une première réaction vient de ceux qui ont découvert une autre facette de la ville et notamment de la ville populaire dans les pays du Sud. Pour eux, derrière la crise urbaine, il y a une autre réalité vivante, celle du secteur informel qui fait vivre l'immense majorité des citoyens. D'autres parts, on ne voit plus le monde rural comme un secteur traditionnel, non moderne, à anéantir ; au contraire, on lui reconnaît un dynamisme propre qui n'est pas l'héritier d'un passé révolu.

L'articulation campagne/ ville n'est plus vue en termes de la relation entre agriculture traditionnelle dépassée et la grande industrie moderne ; on reconnaît dans l'espace urbain l'existence d'un tissu productif beaucoup plus diversifié et hétérogène que la seule industrie et

qui contribue de manière substantielle à l'emploi et à la satisfaction des besoins de base des populations. C'est ce secteur qui accueille l'immense majorité des paysans qui arrivent en ville.

Au cours des années 1970, l'école de la dépendance s'oppose à l'école de la modernisation en voyant dans le sous-développement non pas la conséquence de la persistance du poids du traditionnel, mais le résultat d'un échange inégal entre le *centre* et la *périphérie*. Ce n'est donc pas le biais urbain qui serait la cause de la distorsion structurelle entre campagne et la ville, au détriment de la campagne. Pour eux, le rapport ville/campagne est la reproduction dans l'espace national des pays du Sud de la relation inégale de type « centre/périphérie » entre pays du Nord et du Sud. C'est cette relation de dépendance qui est la cause de la désarticulation entre espaces ruraux et urbains, ceux-ci cherchant peu ou prou à s'intégrer au centre (Zantman, 1990).

Dans l'agriculture, la spécialisation pour l'exportation et l'ouverture croissante à l'investissement international sont vues comme des éléments aggravants le chômage en région rurale et favorisant ainsi les migrations campagne/ville. La dépendance à l'égard de l'investissement étranger et de sa technologie capitaliste ne fait qu'aggraver le chômage en ville. Pour eux, c'est la vraie source de l'accentuation de la crise urbaine et de la crise agricole.

L'internationalisation recompose à son profit l'articulation entre espaces ruraux et urbains suivant des normes spécifiques d'internationalisation à travers une dépendance externe croissante en termes de financement et de technologie, d'où une désarticulation galopante entre campagne et ville dans l'espace national. En effet, pour citer l'exemple de la caféiculture dans l'Ouest du Cameroun, au système caféier correspondait un système spatial : la filière café mettait en jeu des acteurs hiérarchisés et à cette organisation correspondaient des espaces différents : l'espace de production avec les plantations, l'espace de collecte et de conditionnement (coopératives) et l'espace de commercialisation (villes et marché mondial) étaient profondément différenciés. Les

flux allaient essentiellement de la campagne vers la ville et l'espace rural était perçu uniquement comme un espace productif tout au plus à la périphérie du système « monde ».

### **1.3. Mondialisation et approfondissement de la crise rurale et urbaine**

Au début des années 1980, l'arrivée au pouvoir des néoconservateurs en Angleterre et aux Etats-Unis va avoir un impact considérable sur les politiques économiques et donc sur les rapports ville/campagne. En effet, comme l'affirme J.P. Peemans (2002), la réponse aux difficultés de remboursement de la dette accumulée dans les décennies précédentes va servir pour imposer aux pays du Sud de nouveaux rapports de force favorables aux thèses néoconservatrices.

Tous les pays occidentaux vont progressivement pratiquer un multilatéralisme plus restrictif à travers une coordination de plus en plus étroite des transferts Nord-Sud fortement réduits, à la lumière des principes appliqués par le FMI. C'est la période des PAS qui ne visent plus le développement mais l'adaptation des espaces nationaux aux exigences de fonctionnement de l'espace économique international.

Dans ce nouveau modèle, l'international commande au national, les normes de fonctionnement de l'entreprise s'imposent à l'Etat, le secteur public est brisé au profit du secteur privé... Le fonctionnement et l'interdépendance des économies sont poussés vers une logique de « *pôles performants* », qui n'ont pas nécessairement d'assises territoriales, qui ne s'identifient pas à une région donnée. Ces pôles performants deviennent ainsi les lieux d'une nouvelle fragmentation des territoires et vont accélérer la désarticulation des espaces ruraux et urbains dans le cadre d'Etats-Nations qui avait commencé dans les années précédentes.

La crise des campagnes aggrave la crise de la ville qui continue pourtant à recevoir de nombreux migrants campagne/ville, ce qui va entraîner une gigantesque dilatation des espaces urbains, avec son corollaire de taudis, de bidonvilles manquant des infrastructures élémentaires d'hygiène et de santé. Crise agricole et crise urbaine sont donc plus ou moins induites par les politiques de développement qui ont été appliquées depuis les indépendances.

Dans de nombreux pays africains, la désagrégation du secteur public et la réduction des dépenses de redistribution ont obligé les populations à se prendre en charge elles-mêmes avec plus ou moins de succès suivant les capacités d'initiatives locales. Ces initiatives concernent des domaines importants pour la vie de ces populations comme les travaux collectifs pour l'adduction d'eau, l'éducation, la santé, l'amélioration du logement. Par ailleurs, la demande citadine en vivres stimule la mutation d'agriculture vivrières en agriculture marchandes orientées vers la satisfaction des besoins urbains.

La crise des campagnes aggrave la crise de la ville qui continue pourtant à recevoir de nombreux migrants campagne/ville, ce qui va entraîner une gigantesque dilatation des espaces urbains, avec son corollaire de taudis, de bidonvilles manquant des infrastructures élémentaires d'hygiène et de santé. Crise agricole et crise urbaine sont donc plus ou moins induites par les politiques de développement qui ont été appliquées depuis les indépendances. Ce ne sont plus des sociétés qualifiées de traditionnelles mais des populations dynamiques qui ne dépendent plus « *d'experts lointains et que leur autonomisation forcée condamne à réinventer leur vie et celle de leur enfants* » (Peemans 1993). Elles ont montré des capacités réelles d'organisation, d'initiative économique, d'invention sociale dans le contexte concret de leur vie quotidienne.

Dans ces conditions, le nouveau paradigme du développement échappe aux postulats de la modernisation car il est vu comme lié à la capacité des populations à consolider les liens

sociaux à l'intérieur de collectivités ayant une base territoriale bien définie, à maîtriser leur environnement naturel d'une manière durable dans le cadre d'une identité culturelle ayant une base matérielle ancrée dans un territoire donné.

Les initiatives des populations tant rurales qu'urbaines constituent donc des réponses originales dans un contexte de dévalorisation de la vision étatique du développement. Les politiques de modernisation ont montré leurs limites et en plus elles se sont montrées comme vectrices de reproduction des inégalités surtout entre la campagne et la ville. Au contraire, avec les nouvelles stratégies populaires, la campagne établit avec la ville des relations de moins en moins inégalitaires qu'on peut mettre en évidence à travers l'exemple de la région de Foumbot à l'Ouest du Cameroun.

## **2. De nouveaux rapports ville/campagne ? L'exemple de Foumbot.**

La complémentarité croissante contribue à une réorganisation des espaces qu'on peut observer dans la périphérie des villes mais aussi dans des espaces plus éloignés des centres de consommation. L'essor du maraîchage et du vivrier marchand a transformé les paysages et les ruraux sont devenus des experts dans l'art d'adapter leurs aménités en fonction de la demande du marché urbain. J.L.CHALEARD (1999) affirme que « *les campagnes les plus dynamiques sont souvent celles qui sont les plus liées aux villes et les espaces enclavés ou les plus distants des agglomérations urbaines sont en général les plus frappées par la misère et l'exode* ».

Cependant, l'intensification de ces échanges signifie-t-elle pour autant des relations moins inégalitaires entre les deux milieux, pourrait-on se demander? Il est évident que si les pouvoirs publics continuent à soutenir des politiques favorisant l'approvisionnement des villes à moindre

coût, la domination de la ville sur les campagnes pourra se perpétuer. Dans ces conditions, quel a été l'effet de l'ouverture des marchés sur ces processus ?

A la fin de la décennie 1990, on estimait en effet que l'écart des revenus entre la ville et la campagne serait passé d'un rapport de 1 à 6 au profit de la ville, à 3 contre 6, ce qui signifierait que les relations sont de moins en moins inégalitaires (J.P. Raison, 1998). Mais ne s'agirait-il pas plutôt d'un nivellement par le bas, avec un appauvrissement généralisé de toutes les populations africaines. En effet, ces ajustements se font au moment où l'Afrique dans son ensemble produit beaucoup moins de richesses et donc s'appauvrit.

### **2.1. De l'émergence des initiatives locales**

Il faut dire que dans la région de Fombot au Cameroun, le système café fonctionnait autour d'un acteur principal qui contrôlait toute la filière café, en l'occurrence l'Etat. Les paysans étaient très peu représentés dans les rouages du système, car ils étaient cantonnés dans le rôle de producteurs, mais des producteurs qui ne parvenaient pas à dépasser les méthodes de production traditionnelles.

La fin du système café et le retrait de l'Etat laissèrent le paysan seul face au marché, mais l'agriculture paysanne jouit d'une très grande flexibilité et des stratégies de reconversion basées sur le vivrier marchand furent développées. Le désengagement de l'Etat et le triomphe du marché ont forcé le paysan à modifier son comportement, ce qui fut facilité par le fait que dans ces sociétés, il est impératif d'intégrer la notion de risque dans les comportements, d'où une très grande flexibilité. Aussi la conduite de l'exploitation familiale poursuit-elle une double stratégie, préserver l'autonomie alimentaire par une diversification des cultures mais en utilisant des méthodes extensives pour limiter les coûts de production.

L'agriculture reste donc la principale activité, avec la promotion du vivrier marchand pour la demande urbaine. De la sorte, le maraîchage s'est imposé à côté du vivrier traditionnel et de l'arboriculture, cette combinaison permettant non seulement de nourrir la famille, mais aussi de fournir d'importants revenus financiers tout au long de l'année.

La crise du café et l'avènement du vivrier marchand ont profondément modifié les terroirs agricoles mais aussi la société dans son ensemble. Avec le triomphe du vivrier et la multiplication des initiatives locales, les espaces se recomposent. Espaces de production et espaces de commercialisation sont désormais plus proches et reliés de façon réciproque, le marché des vivres devenant l'espace central de cette nouvelle organisation. L'espace du café était international, l'espace du vivrier s'est au contraire contracté autour de l'échelle locale et régionale.

Dans ces conditions, étudier la recomposition de l'espace agricole après la crise du café revient à observer les nouveaux liens qui se tissent entre la ville et la campagne, car cette problématique est au cœur de l'espace vivrier. L'avènement du vivrier marchand du fait d'une demande urbaine croissante en effet a amené les espaces de la ville et de la campagne à se connecter. Cette relation d'échange se double de mobilités importantes entre les deux entités, les va-et-vient entre ville et campagne s'étant multipliés dans des proportions considérables.

C'est ainsi que la dichotomie ville-campagne n'est plus réellement observable, ces deux espaces étant profondément reliés par des liens de production et de commerce. Ville et campagne sont deux notions qui s'interpénètrent constamment, d'abord parce qu'il existe des poches de ruralité au sein même des villes, ensuite parce que la crise du café et la nécessité d'une pluri-activité font que beaucoup de citadins sont bien souvent des ruraux qui vivent du travail agricole.

En outre, le commerce n'est plus seulement une activité réservée aux citadins, puisque les planteurs vendent eux-mêmes une grande partie de leur production ; ce n'est pas non plus une activité limitée à l'espace urbain car les marchés de brousse se multiplient. Cette intensification des échanges entre les deux milieux a conforté la position de la campagne par rapport à la ville, ce qui a conduit à un réajustement de leurs relations qui sont devenues moins inégalitaires. On assiste alors à un processus d'homogénéisation des revenus et des modes de vie. Cependant, toutes ces évolutions se font à l'écart du marché global auquel on s'intègre mal, avec un risque d'informalisation des nouvelles pratiques.

De nombreuses contraintes handicapent en effet un processus de recomposition encore inachevé. On peut évoquer par exemple le faible degré de technicité des méthodes de production, du fait de pratiques extensives. Le système paysan qui, par sa souplesse, avait permis une adaptation rapide, freine maintenant l'aboutissement du modèle. Mais ne serait-ce pas là aussi un facteur de limitation des risques ?

Les résistances sont nombreuses également, en pensant notamment de façon nostalgique à la période glorieuse du café. Ces résistances sont à la base de nouvelles différenciations sociales, suivant le degré d'implication dans le nouveau modèle en construction. On ne peut ne pas évoquer aussi la non maîtrise par les paysans des circuits de commercialisation, les réactions tardives et souvent inappropriées du cadre juridique..., bref une série de handicaps qui fragilisent le nouveau système.

Cette nouvelle problématique nous a paru intéressante à explorer, car elle semble porteuse de réelles opportunités de recherche. En effet, de nombreuses études ont montré que l'Afrique des Hautes Terres a bougé ces dernières années. L'investigation sur notre terrain de recherche (Cameroun, Rwanda, Kenya) nous a montré que l'ouverture des marchés et le déclin

de la caféiculture ont eu des répercussions profondes et encore mal connues sur les processus de production agricole et sur l'ensemble des sociétés rurales.

Un peu partout on assiste à un développement parfois spectaculaire des cultures vivrières et maraîchères tournées vers le marché urbain, à l'émergence de nouvelles spéculations (petit élevage, pisciculture, apiculture, artisanat...). D'une manière générale, l'Afrique tropicale est le théâtre d'une intensification des échanges et des flux, et donc du développement d'activités à l'interface des mondes rural et urbain.

Le renforcement des relations entre ville et campagne est source de nouvelles stratégies, de nouvelles recompositions socio-spatiales et politiques. C'est grâce à ces dynamiques complémentaires entre les deux espaces que les chocs consécutifs à l'ouverture des marchés ont pu être atténués, les villes ayant su établir des liens solides avec leur arrière-pays rural. Certains parlent même d'urbanisation des campagnes tant la différenciation ville-campagne a perdu de sa signification, tant les lieux de résidence sont indifférenciés. Les réseaux sociaux se sont adaptés à la nouvelle conjoncture et ont aidé à cette pluri-localisation en atténuant les risques. Ce processus s'est traduit notamment par la réduction de l'écart de revenus entre villes et campagnes, par le biais d'échanges de moins en moins inégaux.

Le nouvel espace de vie actuellement en pleine effervescence et qui n'est ni franchement rural ni vraiment urbain constitue un champ d'investigation qui me paraît prometteur et dans lequel je compte m'investir dans les prochaines années. Dans cet espace entre la ville et la campagne se construit actuellement un nouveau mode de vie qui n'est ni rural ni urbain et qui correspond beaucoup plus aux réalités africaines. Il s'y opère une homogénéisation des pratiques qui augure de l'émergence d'une société moins inégalitaire.

Mais ce nouveau mode de vie ne détruit pas les identifications traditionnelles tout en les atténuant, d'où un processus de recompositions du jeu des acteurs qui accompagnent ces mutations dans un contexte de retrait de l'Etat. On sait que celui-ci répugne à abandonner ses prérogatives à d'autres, mais il n'a pas les moyens de mener une véritable politique susceptible d'anticiper les évolutions futures.

Par contre, une multitude de nouveaux acteurs investit actuellement cet espace de l'entre-deux avec les élites qui espèrent conserver leur influence, les organisations paysannes qui cherchent à devenir des contre-pouvoirs mais aussi les ONG dont l'influence s'est renforcée après l'affaiblissement de l'Etat, d'où l'intérêt de partir des frontières, c'est-à-dire des zones où le contact entre le rural et l'urbain est le plus intense pour mieux comprendre les processus en cours.

## **2.2. Le phénomène du « land grabbing » : déjà une menace pour le nouveau modèle rural-urbain ?**

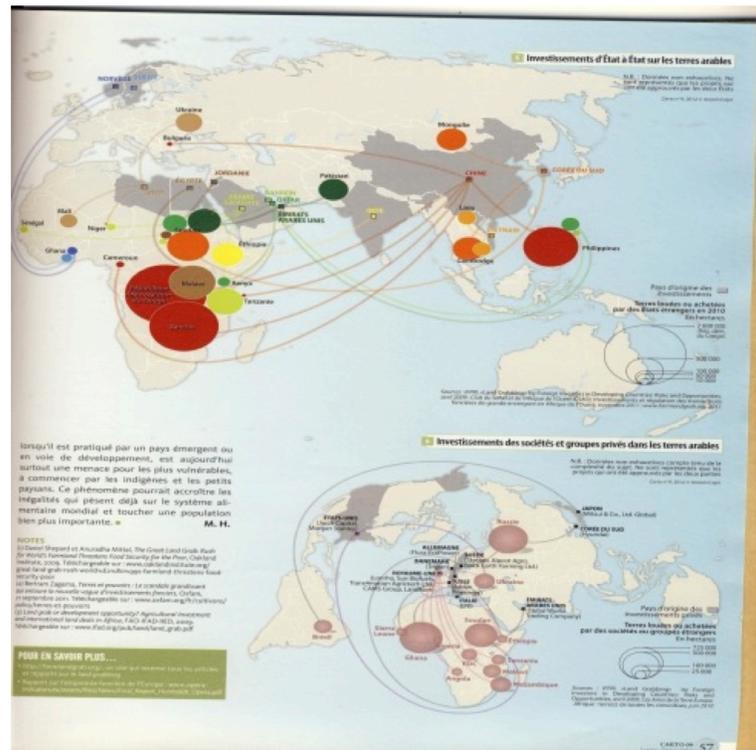
Du fait de la croissance démographique, du fait de terres consacrées de plus en plus au bétail ou à la production d'agro carburants, la demande de terres arables augmente et pousse les pays qui en manquent à en louer ou en acheter là où elles sont encore abondantes.

La terre est devenue un nouvel enjeu convoité et cela depuis la crise de 2008 qui a provoqué une prise de conscience pour plusieurs pays de leur incapacité à préserver leur indépendance alimentaire. Ces pays ont fait le choix d'aller chercher hors de leurs frontières une partie de leur alimentation pour satisfaire leurs besoins et sécuriser leurs approvisionnement en matières premières agricoles, d'où une accélération brutale des appropriations de terres. Pour beaucoup de ces pays, l'Afrique est devenue un nouvel « eldorado ».



Pour renforcer leur indépendance alimentaire, ces pays cherchent à trouver sur le marché international des terres arables qu’ils peuvent louer ou acheter à bon prix et qu’ils peuvent exploiter en investissant leurs ressources financières : il s’agit donc d’une externalisation de la production agricole. De la sorte, ils peuvent sécuriser leurs approvisionnements, limiter les coûts intermédiaires en réduisant de 20 à 25% la facture de leurs importations alimentaires.

En plus, ce marché international de terres arables est une opportunité pour placer des fonds spéculatifs dans un domaine potentiellement rémunérateur. En effet, les menaces qui pèsent sur l’agriculture des prochaines décennies (changement climatique, dégradation des sols, baisse des ressources en eau, stagnation des rendements, pollutions diverses, baisse de la qualité des produits...) constituent des opportunités de profits substantiels.



(Source : Carto, n°9, p.57)

De la sorte, le contrôle des terres fertiles et proches des ressources en eau attirent de nombreuses sociétés d'investissements, au fur et à mesure que les marchés agricoles se tendent et que la demande de terres augmente.

De l'autre côté, les pays vendeurs sont intéressés par ces transactions car pratiquement tous situés au Sud, ils ne disposent pas de moyens nécessaires pour exploiter ces terres. Il s'agit donc pour eux de profiter de revenus importants et d'avantages considérables. Effectivement, en plus des liquidités que le vendeur reçoit, ces transactions foncières s'accompagnent de promesses de coopération plus étendue : contrats pétroliers, transfert de technologies, programmes de recherche, construction d'infrastructures... Parfois même, une partie de la production agricole est réservée au marché national.

Cependant, quoi que de tels accords puissent être séduisants, ils restent très controversés, d'autant plus qu'il est paradoxal de voir des pays déficitaires sur le plan alimentaire exporter des produits qui manquent à leurs populations. En tout cas, si on se réfère à la quête grandissante de terres agricoles depuis les années 2000, on peut affirmer que ces transactions foncières internationales vont se multiplier dans les prochaines années.

Il est fort à parier que les pays vendeurs de terres les plus touchés par la crise alimentaire, la crise de souveraineté agricole au profit d'acquéreurs étrangers conduite à une hostilité croissante de la population à l'égard de ce type d'investissements, avec risque de troubles sociaux graves.

On peut citer à ce propos l'affaire Daewoo Logistics qui en 2008 a signé avec le gouvernement malgache un contrat portant sur l'acquisition de 1,3 millions d'ha à Madagascar, soit l'équivalent de la moitié des terres cultivables du pays. Cette affaire a provoqué un large mouvement de protestation dans l'île et le projet a été finalement abandonné.

Les conséquences environnementales et sociales sont considérables : disparition de savoir-faire traditionnels paysans, perte d'accès à la terre, déforestation, pollutions avec les pesticides, « étrangéisation » des terres... d'où la forte résistance des populations.

## **Conclusion**

A l'époque des économies de rente, la production vivrière locale pouvait difficilement servir de substitut aux importations, étant donné que la demande urbaine s'adressait de préférence à des denrées qui n'étaient pas produites localement. En effet, il y avait eu modification de la demande alimentaire, modification qui résulte de changements des structures sociales avec modification des modes de vie.

Les couches dominantes de la société avaient tendance à adopter le modèle de consommation occidentale, celles-ci exerçant un effet de démonstration sur les catégories inférieures: le type de consommation était devenu un facteur de discrimination sociale. En plus de cela, les prix des produits locaux étaient fixés à des taux très bas pour les rendre accessibles aux citoyens, ce qui n'incitait pas beaucoup les campagnes à produire pour la ville.

Dans ces conditions, la ville a parasité la campagne puisque la contrepartie était très faible. Il est en tout cas sûr que la ville a servi à soulager la campagne en absorbant une grande partie des excédents démographiques dus à une croissance trop rapide de la population. Les villes d'Afrique noire ont malgré tout contribué à l'organisation et au progrès des campagnes mais cela s'est tout de même fait en partie au prix d'une domination du monde rural par le biais de prélèvements divers et les compensations n'étaient pas de même niveau.

L'effondrement des économies de rente a réhabilité les campagnes car la crise de la ville l'a forcée à nouer des relations étroites avec son environnement rural pour son

approvisionnement alimentaire. Une multitude de nouveaux acteurs investit actuellement cet espace de l'entre-deux avec les élites qui espèrent conserver leur influence, les organisations paysannes qui cherchent à devenir des contre-pouvoirs mais aussi les ONG dont l'influence s'est raffermie après l'affaiblissement de l'Etat. Celui-ci répugne à abandonner ses prérogatives à d'autres, mais il n'a pas les moyens de mener une véritable politique susceptible d'anticiper les évolutions futures.

Les transformations qui affectent actuellement les Hautes Terres de l'Afrique tropicales avec l'augmentation de la population, l'accroissement des mobilités entre les villes et les campagnes, la paupérisation dans les villes et les campagnes suite à l'ouverture des marchés, le retrait de l'Etat, l'affaiblissement des réseaux traditionnels d'entraide,...ont provoqué des recompositions sociales qui restent encore inachevées et dont on ne peut pas encore prévoir l'aboutissement.

Dans cet ordre d'idées, le phénomène du land grabbing, quoi qu'encore à ses débuts, laisse planer une grave menace sur les recompositions actuellement en cours en Afrique tropicale.

## **Bibliographie**

ARLAUD, S, (édit), (2005), Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 506p

BART, F (Dir), 2003, L'Afrique Continent pluriel, Ed CNED SEDES, 255 p ;

BART, F, BONVALLOT J, POURTIER R, (Coord),(2002), Regards sur l'Afrique, in Historiens et géographes, N° 379, Paris ;

BERTRAND, M.- Les villes secondaires d'Afrique noire.- Bordeaux, CEAN, 1997, 133p.

- CARTO, n°9, Paris, Aréion Group, 2011
- CHALEARD JI et DUBRESSON A, (1999), Villes et campagnes dans les pays du Sud, géographie des relations, Karthala, 264 p ;
- CHALEARD J.L. (1996), Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire.- Paris, Karthala.
- CHENERY, H. et al. Redistribution with growth. Oxford, University Press, 1974
- DUBRESSON A, RAISON JP (2003), L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement, Paris Armand Colin, 246 p ;
- HAUBERT M (Dir), 1999, L'avenir des paysans, Les mutations des agricultures paysannes dans les pays du Sud, Tiers-Monde IEDES, PUF, 187 p ;
- HAUBERT, M. (sous la direction de) - État et société dans le Tiers Monde. De la modernisation à la démocratie ? Paris, Publication de la Sorbonne, Série Homme et Société, 16, 1992, 367 pages.
- HUGON, P. - Trente ans de la pensée africaniste sur le développement. - en Afrique contemporaine, n° 164, oct. dec. 1992, pp. 221-223.
- LAVIGNE DELVILLE Ph (éd), (1998), Quelles politiques foncières pour l'Afrique Rurale ? Paris, Karthala, 748 p ;
- LESOURD M (coord), (2003) L'Afrique, Vulnérabilités et défis, Editions du Temps, 447 p ;
- LEVY M (Dir), (2002), Comment réduire pauvreté et inégalité. Pour une méthodologie des politiques publics. Paris, Karthala
- LEWIS, W. A. - Economic development with unlimited supplies of labour. - Manchester school of economic and social studies, mai 1954.
- LIPTON, M. Why poor people stay poor: Urban bias in developing countries. London, Temple Smith, 1977
- MARCHAL JY et GASTELLU JM (eds), (1997), La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXème siècle, Paris, Orstom, 768 p ;
- NICOLAI H, et alii, (2000), Un géographe dans son siècle, Actualité de Pierre Gourou, Paris, Karthala, Géotropiques
- PAQUOT T, et alii, (2000), La ville et l'urbain. L'état des savoirs, Paris, La Découverte

PEEMANS, J.P (2002).- Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XXème siècle. In Population et développement n°10, Louvain-la-Neuve/Paris, Académia-Bruylant/L'Harmattan, 534p.

POURTIER R., (1992), L'explosion urbaine.- in Afrique contemporaine, n°164, 1992, pp.153-167

RAISSON, Virginie.- 2033. Atlas des futurs du monde.- Paris, Robert Lafon, 2010, 199p.

ROSTOW, W. W. - Les étapes de la croissance économique. Paris, le Seuil, 1982.

ZANTMAN, A. - Les stratégies de développement à l'épreuve des faits. Paris, Hatier, 1990, 391 pages.